

Replis territoriaux – une résistible ascension à débattre

Pour les choix de l'affectation des sols, des cultures, de nos alimentations, les territoires ont-ils réponse à tout ?

vendredi 8 mai 2020, par [André-Jean](#)

Le *Développement durable* a-t-il été, comme certains l'ont affirmé dès le début de la diffusion de ce concept, un oxymore trompeur ? Faut-il se préparer à un *effondrement du monde* [1] ? Ou bien, pouvons-nous encore avoir l'ambition de « Penser globalement, agir localement » ?

Les récentes décennies ont vu une formidable libéralisation des échanges et du partage de biens et de services, de capitaux et de travail, de cultures et de valeurs. Les bienfaits de cette mondialisation n'apparaissent plus avec évidence. Ils laissent la place à l'effroi provoqué par les films enchaînant les séquences de crises humanitaires, énergétiques, environnementales, sociales, financières, économiques, sanitaires, de notre début de 21^{ème} siècle. Face à une *accélération* [2] qui précipiterait le monde à sa chute, les échappatoires convergeraient-elles vers le local ?

La question, murmurée d'abord à bas bruit, est devenue audible avec les années. La réponse s'imposerait-elle à présent ? Parmi les innombrables initiatives qui fleurissent sur le terrain de la crise sanitaire, Nicolas Hulot veut « relocaliser notre agriculture » [3] ; The Shift Project [4] suggère de « Construire des systèmes alimentaires territoriaux ». Ces appels émergent d'un fond de réflexions qui accumule les collaborations et les études. L'INRAE organise un colloque en novembre 2019 que Philippe Mauguin inaugure en affirmant : « La reterritorialisation de l'alimentation est un sujet qui gagne en importance... » [5]. Les projets alimentaires territoriaux ont pour objectif de relocaliser l'agriculture et l'alimentation dans les territoires [6]. Le CGEDD et le CGAAER, articulent l'approche paysagère (c'est à dire territoriale) et la transition agro-écologique [7]. L'Académie d'Agriculture de France attire l'attention sur la nécessaire territorialisation des pratiques et des politiques [8]

Pour autant, tous les problèmes seraient-ils solubles à l'échelle la plus grande ? Nos réponses collectives devraient-elles court-circuiter tous les autres niveaux ? Croiser les regards, entendre la différence ou la complémentarité des approches et des disciplines, organiser les débats loin des feux de la rampe, pourraient-ils nous aider à en juger ?

La sécurité alimentaire, aux diverses échelles, du local au monde, n'exigerait-elle pas des productions excédentaires ? La garantir dans chaque territoire, sans foisonnement, ne risquerait-il pas d'accroître pertes et gaspillages ? Les insécurités alimentaires à l'échelle mondiale n'auraient-elles été réduites par les infrastructures collectives de stockage et de transport mettant en relation les territoires et les périodes ? Géographes et historiens, notamment, pourraient-ils aider à discuter les bons niveaux et moyens de réponse ?

Les avantages compétitifs territoriaux, les économies d'échelle dans les process de production-transformation-distribution recouvreraient-ils des concepts purement théoriques, uniquement attachés à une vision libérale et sans fondement matériel ? Des économistes pourraient-ils aider à préciser les hypothèses, souvent implicites, qui justifient les processus de décision et les choix collectifs ?

Des productions agro-alimentaires à label offriraient-elle une garantie inconditionnelle de capter une plus grande part de la valeur ajoutée ? Les circuits courts de distribution et les consommateurs locaux suffiraient-ils pour les absorber ? La sociologie pourrait-elle aider à y plus clair ?

Le respect des objectifs de l'Accord de Paris sur le climat en 2015 imposent de mobiliser davantage à la fois la production de biomasse pour se substituer en partie au carbone fossile et les modes de production végétale pour stocker davantage de carbone [9]. A quelles échelles l'organisation de la production de ces commodités et aménités doivent-elles s'établir et avec quels instruments de pilotage et de contrôle ? Les prix sont-ils le bon levier pour orienter leurs déploiements [10] ? Comment affecter l'utilisation des sols entre cultures alimentaires, industrielles et forestières ? Chaque territoire pourrait-il devenir autonome pour ces productions-transformations ? Comment les divers niveaux de compétence et de

responsabilité pourraient-ils interagir pour optimiser les moyens à déployer ? Des juristes n'aideraient-ils pas à éclairer ces questions ?

Le Grenelle de l'environnement en 2008 a retenu une hiérarchie des usages des productions de biomasse. La consommation alimentaire deviendrait-elle une priorité catégorique alors qu'il y a plus de souffrances en France et dans le monde causés par les excès alimentaires et les déséquilibres nutritionnels que par les manques de nourriture [11] ? Les paysages ouverts aux ruminants seraient-ils systématiquement préférables à des productions de bois d'œuvre remplaçant des matériaux dont la fabrication émet des GES [12] ? Les réflexions philosophiques pourraient-elles enrichir les controverses d'ores et déjà ouvertes ?

Ces exemples illustrent nos interrogations. D'autres manquent qui pourraient concerner la sécurité sanitaire ou l'équilibre nutritionnel de nos alimentations, l'opportunité et la construction de infrastructures régionales de transport, d'irrigation, etc. Pourquoi occulterions-nous la variété des interactions entre les territoires à diverses échelles et horizontalement entre eux ? Ne pourrions-nous, en même temps, devenir locavore et renforcer le filet de sécurité du programme alimentaire mondial ? Soutenir les circuits courts ou équitables et permettre au plus grand nombre d'accéder à des agro-carburants économes en émissions de GES ? Favoriser l'émergence de nouvelles approches locales sans jeter l'eau du bain mondial dans laquelle chacun des territoires est maintenant plongé ? L'une des formules de Rio-92 : « Penser globalement, agir localement » deviendrait-elle obsolète ? *Le bonheur est dans le pré* avons-nous réappris dès avant le début de ce siècle. Faudrait-il en conclure que *les jours heureux* ne pourraient venir qu'au contact de *La Terre, [qui] elle, ne ment pas...* ? L'intrication des territoires, les articulations à ménager entre eux ne justifieraient-elles pas un solide travail collectif ?